



Les hommes naissent libres et égaux en droit

Journée européenne d'action contre l'enfermement des sans papiers dans les Centres de rétention (CRA)*

**Les sans papiers interpellés sont enfermés dans des CRA et attendent que l'Etat français organise leur expulsion.*

Témoignage (centre de rétention de Lyon)

Ce matin, je suis allée leur [Mme M. et ses deux enfants] rendre visite. La maman et sa fille sont malades, ayant dû rester dehors tous les jours entre 8h30 et 10h30 pendant le nettoyage des cellules (avec tout ce que ça représente d'horreur de parler de cellules lorsqu'il s'agit d'enfants et de leur mère !!) [...]. C'est la première fois que j'allais au Centre de rétention et c'est terrible d'entendre des enfants vous raconter qu'ils vivent dans une prison. Car il s'agit de ça! Les ballades, le parloir, les cellules verrouillées la nuit, et le rythme de la vie en prison.

*Près de chez vous, à Palaiseau,
des hommes et des femmes,
parfois pères, mères d'enfants
scolarisés, sont enfermés dans
les mêmes conditions, pour la
seule raison qu'ils n'ont pas de
papiers.*

Fin 2007 : les retenus de plusieurs CRA s'organisent et parviennent à médiatiser leur protestation malgré la répression, et les expulsions express de quelques uns des protestataires.

Au-delà de la question des conditions de rétention, qui sous la pression du chiffre à atteindre transforment certains centres en véritables camps (Vincennes avec ses 280 enfermés) ! Au-delà de celle de la durée de rétention, 32 jours, que le projet de directive européenne pourrait porter à 18 mois si nous ne la combattons pas, **cette lutte pose les questions du principe de l'enfermement, des décisions d'expulsion et du droit au séjour pour ces personnes qui vivent et travaillent en France depuis des années et qui y ont la plupart de leurs attaches privées et familiales.**

La politique du gouvernement veut réduire les sans papiers à des objectifs chiffrés de reconduites à la frontière : 15 000 en 2004, 28 000 affichés pour 2010 ! Pour atteindre ces quotas, des services de l'état se livrent à des arrestations massives, à des convocations piège en préfecture, à la police, dans les services sociaux.

L'Europe ne peut et ne doit pas être une forteresse, qui tue à ses frontières, et qui après usage relègue au-dehors ceux qui ont construit leur vie ici.

Parce que leur sort dépend aussi de notre solidarité !

Rassemblement dimanche 20 janvier à 12h00

Devant le Centre de Rétention – 13 rue Emile Zola – Palaiseau